

## **TUNISIE**

### **Déclaration de S.E. Monsieur Chokri MAMOGHLI Secrétaire d'Etat auprès du Ministre du commerce et de l'artisanat**

**Monsieur le Président,**

**Excellences,**

**Mesdames,**

**Messieurs,**

Je voudrais, tout d'abord, m'associer aux délégations qui m'ont précédé pour exprimer mes remerciements à nos hôtes du gouvernement ghanéen pour l'organisation de cette douzième conférence de la CNUCED, pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité qu'ils nous ont réservés depuis notre arrivée dans cette belle ville et la qualité des moyens mis à la disposition de la conférence.

Je saisis cette occasion pour rendre hommage à Monsieur Supachai Panitchpakdi, Secrétaire Général de la CNUCED, pour les efforts inlassables qu'il mène afin que cette organisation puisse accomplir sa noble mission de promotion du commerce et du développement dans l'intérêt de la communauté internationale.

Je tiens à féliciter la CNUCED d'avoir placé cette conférence sous le thème "Perspectives et enjeux de la mondialisation pour le développement". Il s'agit d'une question à la fois importante et actuelle à laquelle nous sommes tous confrontés. Il est donc utile, il est même nécessaire d'y réfléchir.

Pour commencer, permettez-moi de revenir très rapidement sur ce que l'on entend par mondialisation.

La mondialisation est d'abord un phénomène universel. Elle crée une dépendance mutuelle à l'échelle mondiale, pas seulement en matière économique, mais également dans d'autres domaines comme l'environnement et le développement durable. Ensuite, elle ne cesse de s'accélérer. Cette accélération a

toutes les chances de se poursuivre à un rythme effréné avec l'affirmation de nouvelles puissances économiques et commerciales. Enfin, la mondialisation donne à tous les citoyens du monde l'accès possible à tous les savoirs. Je dis possible car l'inégalité des chances devant la connaissance, la fracture numérique, est encore une réalité.

La mondialisation est certes porteuse d'espoirs, mais aussi de contradictions, notamment à propos du développement.

**Excellences,**

**Mesdames,**

**Messieurs,**

Le développement est avant tout une affaire humaine, car il n'y a de richesses que d'hommes et de femmes. Ceci veut dire que les priorités du développement sont l'éducation, la formation professionnelle, le développement de la société de l'information etc. Mais, il ne peut y avoir de développement humain sans accès à la nourriture. Or, aussi étonnant que cela puisse paraître, des millions de personnes sont sous-alimentées dans le monde. Le renchérissement des prix des denrées alimentaires de base pose davantage cette problématique.

Le développement est aussi l'accroissement des niveaux de performances économiques. On peut citer, par exemple, la mobilisation des investissements étrangers, la diversification de la production, le développement des exportations et l'amélioration de la compétitivité. Toutefois, nous assistons aujourd'hui à des phénomènes majeurs qui sont en train de transformer profondément le paysage économique et social dans le monde : concurrence déloyale, exigences techniques et environnementales limitant l'accès aux marchés, restrictions au mouvement des personnes physiques prestataires de services, pratiques spéculatives etc.

Dans ce contexte, où se situe le point d'équilibre entre mondialisation et développement ? Cet équilibre pourra-t-il se maintenir ? Si oui, dans quelles conditions ?

Loin de donner des réponses, je voudrais faire quelques commentaires en rapport avec certains sous thèmes de cette conférence. Il s'agit du thème relatif aux dimensions sociales et incidences sur les questions de parité, du problème de l'accroissement de l'investissement étranger et du développement durable, celui des produits de base et, enfin, les interactions entre les connaissances et la technologie, d'une part, et le développement, d'autre part.

En ce qui concerne le premier point, relatif aux dimensions sociales et incidences sur les questions de parité, la contribution de la mondialisation au développement n'est pas automatique, mais doit être favorisée par des politiques qui tiennent compte de l'interaction entre ses aspects économique et social. Mais, la problématique de l'interaction entre les dimensions économique et sociale n'est pas facile à résoudre puisqu'il s'agit de pouvoir concilier l'impérieuse mise en œuvre des réformes économiques, avec la nécessité de veiller aux conditions de vie des différentes couches sociales afin de préserver la paix et la cohésion sociale.

Ce défi est rendu encore plus difficile par l'exacerbation de la concurrence et de la compétition économiques, surtout lorsqu'il s'agit d'une concurrence déloyale. Par conséquent, la recherche de compétitivité ne peut se faire au détriment du développement durable et notamment des droits sociaux. Il s'agit donc de la nécessité de promouvoir un commerce libre et loyal, respectueux des normes sociales fondamentales puisque l'être humain reste toujours le centre de toute politique de développement ; il est à la fois la source et la finalité de ce développement.

Aussi, l'amélioration du niveau de vie des populations, la réduction de la pauvreté et la garantie du développement durable doivent continuer à mobiliser les énergies de la communauté internationale. En réalité, la question est sans doute aujourd'hui moins d'élaborer de nouveaux objectifs de développement que de faire appliquer ceux qui existent et qui ont fait l'objet d'un large consensus international.

En ce qui concerne le deuxième point, à savoir l'accroissement de l'investissement étranger et le développement durable, le commerce et

l'investissement sont incontestablement les leviers de la croissance et du développement. C'est pourquoi nous accordons une importance particulière à cette conférence qui doit donner un signal fort à la communauté des affaires pour reprendre confiance dans l'environnement mondial et relancer l'activité économique.

Les investissements directs étrangers constituent indéniablement un instrument de financement des économies des pays en développement et d'amélioration de la compétitivité de l'offre. Toutefois, la répartition des flux d'I.D.E n'est pas en faveur des pays qui en ont le plus besoin malgré les réformes entreprises, l'amélioration notable des indicateurs macro-économiques et de la gouvernance de façon générale.

Ainsi, il est impératif de promouvoir les mécanismes de financement de l'économie conformément aux spécificités des pays du sud. Il est également nécessaire que des stratégies d'appui harmonisées soient mises en œuvre par les organisations et institutions financières, économiques et commerciales internationales et régionales. Dans tout cela, la dimension "développement" doit continuer à mobiliser leurs énergies.

En ce qui concerne le troisième point, relatif aux produits de base, les problèmes liés au commerce de ces produits sont très préoccupants en ce XXI<sup>e</sup> siècle. À moyen et long terme, les perspectives d'une hausse persistante de la demande mondiale pour la plupart des produits de base sont bonnes, et on peut s'attendre à ce que les prix de ces produits continuent à augmenter. Les pays en développement tributaires des produits de base pourront ainsi investir dans le développement et la réduction de la pauvreté. Paradoxalement, d'autres PED importateurs des produits notamment alimentaires deviennent vulnérables à l'égard de cette hausse, et lorsque le prix à payer pour assurer la disponibilité et l'accès à la nourriture devient très coûteux, la sécurité alimentaire devient un enjeu mondial. Cette hausse est sans doute durable. Mais, elle ne devrait en aucun cas affecter la capacité des pays à mobiliser les ressources nécessaires pour leur développement.

Elle s'explique non seulement par l'évolution de certains "fondamentaux" — demande mondiale, offre, capacité de stockage, de raffinage, etc. —, mais également par des variables financières. En effet, la hausse des revenus générée par l'accroissement des prix s'est traduite par une explosion de l'épargne mondiale. Celle-ci a été redéployée sous forme de "fonds souverains" spécialisés dans les prises de participation et l'investissement immobilier et, essentiellement, sous forme de placements boursiers. Ce cercle vicieux doit être rompu. La prééminence doit être rendue à la sphère réelle par rapport à la sphère financière et aux bulles spéculatives qu'elle est en train de générer.

La communauté internationale doit donc agir dans le bon sens, celui de la limitation des effets de cette sphère financière. Elle doit également agir au niveau des discussions de l'OMC sur le volet agricole. D'ailleurs, le point où se trouvent actuellement ces discussions donne à penser que nous nous éloignons des objectifs de départ du cycle de Doha à savoir le développement, thème qui recouvre tous les aspects des négociations.

Sur le dernier point, relatif aux interactions entre les connaissances et la technologie, d'une part, et le développement, d'autre part, ce siècle est incontestablement celui des technologies de l'information et de la communication. C'est un nouveau modèle de société qui se construit au fil du progrès de la science et de l'innovation, d'où l'importance de la question du transfert de technologie et l'importance cruciale des technologies de l'information et de la communication pour un développement humain équilibré et équitable.

La volonté de la communauté internationale de promouvoir ce secteur ainsi que son attachement à concrétiser l'Agenda de Tunis pour la société de l'information issu du SMSI que la Tunisie a eu l'honneur d'abriter en 2005, nous appellent à œuvrer ensemble pour combler le fossé numérique qui est un fossé de développement bien plus qu'un écart en matière de maîtrise des technologies modernes.

**Excellences,**

**Mesdames,**

**Messieurs,**

Compte tenu des nombreux défis que rencontrent les PED dans la mise en œuvre de leurs objectifs de développement et d'intégration dans la sphère mondiale, la CNUCED a un rôle capital à jouer. Elle est appelée à intervenir et à jouer un rôle plus profond pour une plus large participation des pays en développement au commerce international et pour le renforcement de la croissance économique globale.

Avec l'appui de la communauté internationale et des institutions mondiales concernées, elle est appelée à aller au delà de l'analyse des politiques et à focaliser davantage sur les causes des problèmes tout en identifiant les meilleures mesures possibles pour tirer profit des avantages du processus de la mondialisation. Aussi, la coopération internationale est fondamentale pour promouvoir un développement global, équitable et solidaire et concourir, ainsi, à la concrétisation des objectifs du millénaire. Il est aussi nécessaire que tous les pays participent au processus décisionnel en rapport avec les questions économiques internationales.

En ce qui concerne la Tunisie, elle a favorablement accueilli la mondialisation; mais, non moins attachée à l'esprit d'équilibre et de justice, elle a toujours souligné l'intérêt de tous pour une mondialisation maîtrisée sur la base de règles équitables et d'un engagement plus consistant de la communauté internationale en faveur du développement. Elle est fermement convaincue que le progrès humain est un tout. Il ne peut se réaliser dans le cas où l'équilibre est rompu, où les écarts s'approfondissent sous l'effet d'un développement à deux vitesses avec le maintien de régions entières en marge du progrès. La Tunisie ne cesse d'œuvrer pour que soient prises, en commun, les actions à même d'assurer un avenir meilleur pour tous les pays et pour tous les peuples. Elle est ainsi fidèle à elle-même, fidèle à sa vocation, fidèle à ce qu'en fait sa direction politique : un pays de paix, d'amitié, de coopération.

**Je vous remercie de votre attention.**